

BLÄTTER

ZUM LAND

EXTRA



Le mémorial du camp de concentration de Osthofen

La mise en place officielle d'un des premiers camps de concentration nationaux-socialistes du IIIe Reich était à l'initiative du Dr Werner Best, depuis le 13 mars 1933 «commissaire d'Etat responsable des affaires de police en Hesse»; il a ainsi mis en application une disposition faisant partie du «décret sur l'incendie du Reichstag» censé entrer en vigueur le 1er mai 1933. Ainsi a été installé

à Osthofen, petite commune rurale située à proximité de la ville de Worms, un camp de concentration pour l'Etat populaire de la Hesse comprenant la Hesse rhénane, Starkenburg et la région Oberhessen. Toutes les personnes arrêtées pour des raisons politiques, dont la garde à vue devait durer une semaine ou plus, ont dû être transférées dans ce camp.



Vue actuelle de l'extérieur de l'ancien camp de concentration de Osthofen



L'histoire antécédente du camp Après la «prise du pouvoir» en Hesse, le 6 mars 1933, Werner Best, docteur en droit, a d'abord été nommé commissaire spécial chargé des affaires de la police de la Hesse. A partir du mois de juillet de cette année, promu préfet de police de cet Etat, il a obtenu la compétence de l'ensemble des affaires de la police. Au sein de son parti, il était considéré comme spécialiste de la lutte contre les opposants politiques et expert en questions de sécurité. Le 5 août 1931 déjà, le jeune juge suppléant Best avait révélé ses projets devant un parterre de dirigeants nationaux-socialistes de la Hesse, dont le Gauleiter adjoint Wassung ainsi que le chef de l'arrondissement de Offenbach et chargé des affaires économiques Wilhelm Schäfer. Dans son exposé écrit, Best était parti d'un



Werner Best, au milieu des années 30
Source : Archives régionales de la Hesse, Darmstadt

scénario décrivant la riposte couronnée de succès, à une tentative de coup d'état communiste avant d'expliquer par la suite quelles mesures seraient à prendre après une prise du pouvoir par le NSDAP. «Pour sauver le peuple», des groupes armés nationaux-socialistes devraient prendre le pouvoir et proclamer l'état d'urgence. Selon lui, la «SA et d'autres armées territoriales»

devraient obtenir le pouvoir exécutif illimité. «Tout acte de résistance sera formellement puni de mort.» Seraient également à fusiller tous ceux qui ne restitueraient pas leurs armes dans un délai de 24 heures ainsi que tous les membres de la fonction publique ayant participé à des grèves ou à des actes de sabotage. Best préconisait dans ce contexte la création d'un tribunal militaire. Plusieurs réunions portant sur cette question avaient lieu à la ferme 'Boxheimer Hof' près de Bürstadt/Lampertheim, à quelques kilomètres de Worms. Le preneur de cette

ferme, Richard Wagner, y participait également. Wilhelm Schäfer, pour sa part, a transmis le document à la police. Il s'agissait d'un acte de vengeance. Best avait en effet poussé Schäfer à démissionner du Landtag de la Hesse parce que celui-ci avait caché qu'il avait un casier judiciaire; de plus, il avait présenté un faux diplôme de doctorat. A l'instigation de Best, Schäfer a été mis en détention préventive, au printemps 1933. Par moments, il se trouvait aussi dans le camp de concentration de Osthofen. Lorsqu'en juillet 1933, le cadavre de Schäfer a été découvert près de Neu-Isenburg, on a établi tout de suite un lien entre Best et ce meurtre. En automne 1933, son adversaire, le Gauleiter Jakob Sprenger, a profité de «la maladresse» de Best dans cette affaire: le remerciant, celui-ci a dû quitter la police.

La publication de ce texte intitulé «Boxheimer Dokument», portant en effet le nom du lieu de sa création, faisait des vagues en Hesse et dans l'ensemble du Reich. Bien que ce ne fût que de courte durée, Best a été suspendu de toutes ses fonctions et on a enga-

Le 4 décembre 1931 est parue dans le «Datterich», hebdomadaire pour la région de Hesse, une caricature qui, d'un œil critique, évaluait le «Boxheimer Dokument».
Source : Archives régionales de la Hesse, Darmstadt



gé une procédure contre lui pour haute trahison. Faute de preuves, il a pu bénéficier d'un non-lieu en octobre 1932. C'était en fin de compte cette affaire qui a attiré l'attention de Hitler sur ce jeune magistrat, ce qui devait favoriser durablement sa carrière au sein de la SS.

Aussitôt après sa nomination au poste de chef de la police de Hesse, Best était en mesure de mettre en œuvre ses idées relatives à la «lutte contre les adversaires politiques». Ce faisant, il pouvait s'appuyer sur le décret-loi promulgué par le président du Reich von Hindenburg, le lendemain de l'incendie du Reichstag, le 28 février 1933, ce décret suspendant les droits fondamentaux élémentaires. Grâce aux restrictions de la liberté individuelle désormais légalisées, les autorités pouvaient procéder à des arrestations importantes sous prétexte de «protection du peuple et de l'Etat».

A la suite de cette série d'arrestations recouvrant l'ensemble du Reich, des centaines de dirigeants communistes se sont retrouvés sous les verrous, à la veille même des élections au nouveau Reichstag prévues pour le 5 mars 1933. De nombreux dirigeants des autres partis de gauche et des fonctionnaires de syndicats ont également été arrêtés. Finalement, on a profité de ce soi-disant «décret sur l'incendie du Reichstag» pour confisquer les mandats du parti communiste (KPD) au Reichstag. En aucun cas, on ne peut qualifier ces élections de «libres» d'autant plus qu'on doit les considérer comme le point de départ d'une période de douze ans dominée par une dictature et un régime de terreur sous lequel ont été commis des crimes de sang d'une dimension jusque-là inimaginable.

Les détenus pouvaient acheter et envoyer cette vue de l'extérieur du camp de concentration de Osthofen sous forme de carte postale.

Le résultat des élections législatives ainsi que le «décret sur l'incendie du Reichstag» qui, dans l'article 2, autorisait des atteintes aux droits des régions, ont créé aussi les bases permettant la «prise du pouvoir» en Hesse tout comme la prise de contrôle par Best des positions centrales dans la police, indispensables pour la «lutte contre les adversaires politiques» et pour toute question de sécurité.

La mise en place du camp de concentration de Osthofen
Pourquoi Osthofen ? Pourquoi à cette époque-là Best a-t-il tranché en faveur de cette commune d'à peine 5000 habitants pour y installer le seul camp de concentration de l'Etat populaire de Hesse dont le siège du gouvernement se trouvait d'ailleurs à Darmstadt?

Certes, la desserte de la commune par la voie ferrée ainsi que par l'axe routier principal reliant Mayence à Worms était plus ou moins passable. De plus, sa situation géographique à proximité de Worms, ville industrielle et, en raison de sa part élevée d'ouvriers, considérée avant 1933 comme un «bastion rouge», avait probablement aussi influencé ce choix. Le fait pourtant que le NSDAP de Osthofen y avait créé des faits accomplis dès début mars, avait certainement joué le rôle décisif.

Lors des élections législatives du 5 mars 1933, le NSDAP de Osthofen a en effet obtenu avec 52,8 % des voix un résultat nettement supérieur à la moyenne du Reich. Le lendemain déjà, les protagonistes de ce parti ont arrêté au cours d'une action dénuée de tout fondement juridique, presque tous les membres du SPD du conseil municipal. Ceux-ci se sont retrouvés dans l'ancienne usine de papeterie, inoccupée à cette époque-là, dont le



propriétaire habitant Osthofen était juif. Au moment de sa mise en place officielle, le 1er mai 1933, le camp existait déjà depuis presque deux mois, puisqu'au moins 250 personnes, la plupart d'entre eux originaires de Osthofen, Worms, Alzey et des environs, avaient déjà été incarcérées au camp de concentration en mars et en avril, après de longues marches à pied ou des transports collectifs sur des camions.

Début avril 1933, suite à la demande du journal social-démocrate «Mainzer Volkszeitung», Best a fait publier par son bureau un démenti officiel précisant qu'il n'avait pas connaissance d'un camp de concentration à Osthofen. Le 20 avril, en revanche, il a chargé le bureau de la «police centrale» récemment créée par lui-même – instance indépendante issue de la police générale et dotée de compétences élargies notamment en matière politique – ainsi que toutes les autorités des arrondissements, de transférer à Osthofen au total 100 détenus, selon un barème bien défini. Il a expressément souligné que, lors de cette action, surtout des ouvriers devraient y être incarcérés, mais pas de dirigeants ni de récidivistes. Car il était prévu de relâcher ces hommes quelques jours plus tard seulement, à savoir le

1er mai, «Journée nationale du Travail et de la Réconciliation», dans le cadre d'une mise en scène concoctée par les nationaux-socialistes dans l'ensemble du Reich. Pour cette raison, la presse régionale de la Hesse, déjà mise au pas à ce moment-là, a pu fêter cette mise en liberté bien orchestrée de 115 détenus du camp de concentration de Osthofen comme une «surprise particulière». Dans le cadre de la dissolution des syndicats, le lendemain, beaucoup d'entre eux ont à nouveau été arrêtés et transportés à Osthofen.

Les informations de la presse Dans son édition du week-end des 22 et 23 avril 1933, le journal national-socialiste «Niersteiner Warte» avait déjà parlé de ce camp de concentration; dans un article d'une page entière comprenant de nombreuses photos, on avait évoqué de façon détaillée l'existence de cette «structure d'éducation surveillée et de correction à Osthofen» tout en embellissant la situation. Sur invitation du service de presse de l'Etat, des représentants de presse ont visité, début mai, le camp de concentration à Osthofen. Les jours suivants, les habitants dans tous les coins de la Hesse et au-delà pouvaient lire la version officielle de la raison d'être de

Alzey, printemps 1933: des opposants au régime national-socialiste, accompagnés par des forces de la police régulière et des policiers auxiliaires, sont transférés sur des camions dans le camp de concentration tout proche de Osthofen. Source: photo privée



ce camp ainsi que de la situation qui régnait dans ce lieu. S'y ajoutaient quotidiennement des communiqués de presse relatant les rafles, perquisitions, arrestations et transports à Osthofen effectués à cette époque-là. Les usagers des chemins de fer pouvaient, eux aussi, percevoir très bien l'existence du camp grâce à une inscription appliquée en lettres géantes sur la façade du bâtiment. «Il y a encore de la place à Osthofen!» est devenue une phrase célèbre. Même dans son discours à l'occasion du Carnaval de Mayence, le 18 novembre 1933, Seppel Glückert a mis en garde ses auditeurs contre la «région de Worms». Les autorités n'ont donc absolument pas caché l'existence de ce camp «précoce». Bien au contraire: grâce à ces informations ciblées à la fois avertisseuses et minimisantes, on voulait empêcher les «Volksgenossen» (= concitoyens) de faire de la résistance d'autant plus qu'à ce moment-là, la dictature national-socialiste ne se révélait pas encore être solide.

C'est avec consternation que l'on a réagi à l'étranger à l'installation des camps de concentration ainsi qu'à la persécution des Juifs et des adversaires du régime national-socialiste. La presse internationale a fait mention de la ville de Worms comme d'un endroit marqué par une terreur particulière. Osthofen, de son côté, s'est vu évoquer dans le «Braunbuch» (= livre brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne)

Des détenus, issus des rangs des communistes et des sociaux-démocrates de Worms, sous stricte surveillance des hommes de la SA dont quelques-uns portaient l'uniforme, des policiers auxiliaires et des forces de la police régulière, en route pour le camp de concentration de Osthofen.

ne»), paru à Bâle en août 1933. Ni les mauvais traitements réservés à Carlo Mierendorff à Osthofen, ni les tortures qu'a dû subir Siegfried Resch lors de son arrestation par la SS à Worms ne sont restés secrets à l'étranger. Dans l'affaire de Siegfried Resch, citoyen juif de nationalité polonaise et originaire de Worms, c'est grâce à des notes de protestation remises par le biais des ambassades étrangères que celui-ci a été relâché. Dans d'autres cas, en revanche, comme celui de Mierendorff, ces protestations ont été rejetées par l'ambassade d'Allemagne.

Commandant du camp et service de garde

Par décret du 1er mai 1933, Best a nommé le SS-Sturmabführer Karl d'Angelo de Osthofen commandant honoraire du camp tout en le plaçant sous les ordres des autorités de la police de Worms. D'Angelo qui, avant 1933, était par moments chef de la section municipale du NSDAP, et Werner Best se connaissaient bien puisque, depuis 1931, ils faisaient partie tous les deux du groupe parlementaire NSDAP au Landtag de la Hesse. Avant sa nomination officielle, d'Angelo s'était nommé lui-même commandant du camp.

Best a chargé les autorités de la police de Worms, dirigées par Heinrich Maria Jost, de l'administration du camp ainsi que du recrutement de la garde sortant des rangs des policiers auxiliaires, qui devaient se dépêcher de prêter serment. Le social-démocrate Heinrich Maschmeyer, prédécesseur de



Jost, ayant été destitué de ses fonctions à la tête de la police n'a pas seulement subi des pertes financières mais il a dû aussi endurer de nombreuses humiliations pendant son incarcération au camp de concentration de Osthofen.

Le commerçant Heinz Ritzheimer, originaire de Worms et chef de l'administration de la SS-Sturbann de cette ville – le siège se trouvait toutefois à Osthofen – a repris aussi les fonctions du chef de l'administration du camp de concentration, le 31 mars 1933. Pour ces activités, il obtenait à partir de début juillet 1933, une rémunération de l'ordre de deux Reichsmark par jour, alors que les autres gardiens étaient rémunérés de 50 Pfennig par jour – une somme qui donnait vraisemblablement des motifs à ceux dans les rangs de la SS et de la SA qui, à cette époque-là, étaient au chômage dû à la crise économique ou à leur propre incapacité.

Le médecin de la SS-Sturbann, le Dr Reinhold Daum, à l'instar de Best et de d'Angelo élu NSDAP au Landtag de la Hesse de 1931 à 1933, était lui responsable du suivi médical des détenus. Pour chaque détenu malade qui se trouvait dans son service appelé «Revier», il avait le droit de facturer 50 Pfennig. On ne pouvait toutefois pas parler de soins appropriés donnés aux malades. En 1946, le reporter sportif Richard Kirn a décrit dans l'édition locale du quotidien «Neuer Mainzer Anzeiger» de manière détaillée les souffrances qu'avait endurées un codétenu, dont les problèmes rénaux aigus très douloureux n'avaient pas été

traitées par le Dr Daum pourtant présent au «Revier». Sa tâche principale consistait notamment à remplir des formulaires au moment de l'arrivée et du départ des détenus. Bien que les détenus arrivants aient présenté fréquemment les traces bien visibles des sévices que l'on a exercés sur eux, il leur certifiait «une bonne santé et l'aptitude à la détention»; lors de leur mise en liberté, il notait «en bonne santé et apte au travail». Les opposants au régime nazi, pendant leur arrestation et les interrogatoires qui suivaient, ont souvent été roués de coups. Beaucoup de détenus arrivaient au camp portant les traces clairement visibles des sévices que l'on a exercés sur eux; revenant des interrogatoires, ils étaient également marqués par les actes de violence. En décembre 1933, un poste annexe de la police d'Etat (Stapo) a été installé au premier étage du camp de concentration; auparavant, les détenus avaient été souvent conduits à la caserne de la SS située dans la Erenburgerstraße à Worms, pour y être interrogés; ils étaient passés par cette adresse redoutée avant leur transfert au camp de concentration de Osthofen. Là où se situe actuellement l'I.U.T., se trouvait alors le siège de la Gestapo de Worms, dirigé par le fonctionnaire de la Police judiciaire, Johann Johannes. Les tortures infligées aux détenus dans les caves de ce siège font partie des pires souvenirs d'un grand nombre d'entre eux.

Au cours des débats et de la lutte pour le pouvoir qui ont bouleversé la Hesse en automne 1933, le Gauleiter et Gouverneur



Des hommes armés de la SS devant le bâtiment du camp de concentration, photo datée de février 1934.
Source: Archives régionales, Spire

du Reich Jakob Sprenger a limogé le Ministre-président Ferdinand Werner ainsi que le Préfet de Police Werner Best – nommé à ce poste cet été-là seulement – et l'ensemble de la direction de la police. Par la suite, le poste de préfet de police n'a plus été pourvu. Toutes ces restructurations avaient aussi des répercussions sur l'administration du camp de concentration de Osthofen: les gardiens de la SA ont été retirés pour être remplacés par des hommes de la SS venant des commandos spéciaux de garde de Offenbach et de Darmstadt. Selon les témoignages d'anciens détenus, c'étaient en particulier ces hommes de la SS qui faisaient très souvent preuve de brutalités et d'actes de violence. L'administration du camp a été placée sous les ordres de Otto Löwer, chef de l'office du personnel de la Hesse et intime du Gauleiter Sprenger. Le juriste Philipp Wilhelm Jung de Worms a pris la position de Werner qui, en été 1933, avait déjà été dégradé du rang d'un Président supérieur à celui d'un Ministre-président. En vérité, il n'y avait plus que le Gouverneur du Reich Sprenger à tenir fermement les rênes. Les compétences de la police – le droit de décréter la détention préventive et de faire transférer les détenus au camp de concentration de Osthofen –

ont été également centralisées à tel point que, à partir de mars 1934, toutes les décisions étaient du ressort du Ministre d'Etat Jung et de la direction de la police à Darmstadt. Les détenus qui avaient été envoyés à Osthofen par ordre des instances de l'arrondissement et de la police, ont dû être libérés dans les délais les plus brefs. Pourtant, cette nouvelle ordonnance n'a vraisemblablement plus joué un rôle important puisque le nombre de détenus était déjà en baisse constante. En juillet 1934 finalement, un des premiers camps de concentration l'Allemagne nazie a été dissout dans le cadre de la centralisation du système concentrationnaire dans le Reich.

Les détenus

Conformément au «décret sur l'incendie du Reichstag» ainsi qu'aux ordonnances d'application visant à mettre en œuvre la détention préventive, les militants tout comme les dirigeants du KPD – parti officiellement non interdit mais dont les structures avaient été abattues – étaient particulièrement touchés par des arrestations de masse. Ainsi, on peut ranger la majorité des détenus de Osthofen dans ce courant politique. Mais fortement concernés par les persécutions et

Jakob Sprenger, Gouverneur du Reich (3ème), Philipp Wilhelm Jung, Ministre d'Etat (4ème), Otto Löwer, inspecteur de police (5ème – tous à partir de la gauche) à moitié caché.
Source: Archives régionales de la Hesse, Darmstadt



les incarcérations étaient aussi les personnalités connues dans leur région, qui étaient à la tête des autres partis de gauche – avant tout du parti social-démocrate – et des syndicats ainsi que les membres du «Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold», formation de combat socialiste interdit depuis mars 1933 et de la «Eiserne Front» [= «Front de Fer», proche du SPD]. D'après des estimations, quelque 3.000 détenus se trouvaient à Osthofen; il est prouvé qu'il y avait aussi sept femmes parmi eux.

Parmi les 1.600 détenus préventifs, dont les noms sont connus au mémorial de Osthofen, figuraient 112 Juifs. Beaucoup d'entre eux ont d'abord été arrêtés pour cause d'activités politiques dirigées contre le régime national-socialiste; la plupart du temps, ils avaient milité pour le SPD ou le KPD. Au plus tard à partir de fin août 1933, le Préfet de Police de la Hesse Best a fait afficher un avis intitulé «Avertissement aux Juifs» précisant que de plus en plus de Juifs devraient être arrêtés et transférés à Osthofen. Les Juifs commenceraient à ne plus tenir compte de «la retenue requise (...) en s'approchant des filles allemandes». Par la suite, le nombre de Juifs au camp de concentration de Osthofen a fortement augmenté. Les accusations dénuées de tout fondement et les justifications stéréotypées étaient dans de nombreux cas manifestement de nature raciste; mais elles n'étaient plus couvertes par l'arrêté officiel prévoyant seulement des raisons politiques pour l'application de la détention préventive.

A l'issue de l'auto-dissolution du dernier parti démocratique, le «Zentrum», on s'est mis à arrêter aussi d'anciens militants ou membres de ce parti catholique pour les incarcérer au camp de concentration de Osthofen. Après qu'une première vague d'arrestations s'était calmée, c'était désormais à d'autres groupes d'être persécutés, à savoir des chrétiens, des séparatistes véritables ou supposés, des adeptes de l'Eglise Adventiste du 7ème Jour, des témoins de Jéhovah, des Sinti ainsi que des personnes qui avaient été arrêtées pour délit de mendicité.

Dr Carlo Mierendorff

En tant qu'adversaire déterminé des nationaux-socialistes Carlo Mierendorff, attaché de presse au ministère de l'Intérieur de la Hesse et député SPD au Reichstag, a été arrêté pour la première fois le 7 mars 1933; ensuite il a été renvoyé de son poste dans la fonction publique. Après un bref séjour en Suisse, des agents de la Gestapo l'ont arrêté le 13 juin 1933 lors d'une réunion de conspirateurs à Francfort s/Main avant de le transférer à Osthofen le 21 juin. «Voilà le type qui a trahi les ouvriers!» Tels étaient les propos de la SS de Darmstadt au moment où ils sont arrivés avec lui à Osthofen. Pendant la première nuit, Mierendorff a été roué de coups et maltraité à tel point que le lendemain, il ne pouvait pratiquement plus bouger. Il avait même de graves difficultés à parler. Pour cette raison, il a dû passer plusieurs semaines au «Revier». Après l'avoir quitté, il



Carlo Mierendorff
Source: Archives
de la Sociale
Démocratie (AdSD)

est devenu l'interlocuteur privilégié de ses codétenus sociaux-démocrates. Par l'intermédiaire d'un agent de liaison, la syndicaliste Hedwig Bardorf de Worms, il était en relation permanente, pendant tout son séjour à Osthofen, avec Emil Henk, un des résistants socialistes actifs dans la région de Heidelberg et Mannheim. Début novembre 1933, il a été transféré dans le camp de concentration de Börgermoor (Emsland). Jusqu'à sa mise en liberté, en 1938, il a dû encore endurer différents camps de concentration. Intact en dépit de sa longue détention, il s'est engagé dans la résistance allemande, au début de la Seconde Guerre mondiale. Il est mort à la suite d'une attaque aérienne sur Leipzig, le 4 décembre 1943.

Maltraités et humiliés

L'hébergement ainsi que les conditions hygiéniques et sanitaires au camp de concentration de Osthofen étaient extrêmement insuffisants. Au début, les détenus dormaient dans l'ancien atelier de production à même le sol – qui était en béton et couvert seulement d'une fine couche de paille; ce n'est que plus tard qu'ils se sont construit des lits superposés rudimentaires en bois ainsi que des tables et des bancs. Avec l'arrivée du froid, on leur a donné, en plus de la paille, encore une couverture en laine. En automne, ils maçonnaient en briques des cheminées pour leurs petits poêles chauffés au bois. Mais ils n'arrivaient jamais à produire de la chaleur dans cet atelier froid et humide où de plus, il y avait toujours des courants d'air. Beaucoup de détenus souffrant du froid étaient atteints de maladies rénales et d'infections urinaires qui en partie, ont marqué toute leur vie. Malgré ces conditions de détention misérables, aucun détenu n'a trouvé la mort à Osthofen.

Pourtant, la terreur et le non-respect de la dignité de l'homme y dominaient la situation; des coups de matraque, des coups de pied, la privation de nourriture, l'interdiction de recevoir du courrier ou de la visite et même des simulacres d'exécution marquaient la vie quotidienne de nombreux détenus dans le camp. C'étaient particulièrement les Juifs qui souffraient des mauvais traitements et des humiliations, mais des intellectuels ainsi que des anciens fonctionnaires d'Etat traités de «pontifes», devaient eux aussi éprouver ces souffrances. Ainsi, on a brutalement forcé un détenu juif, le jour du Yom Kippour, fête juive consacrée au jeûne, à manger de la viande porcine. Au moment de l'appel, d'autres détenus juifs ont été insultés et injuriés par le commandant du camp ; après ils devaient, munis seulement d'une boîte de conserve, descendre dans les latrines pour en sortir les excréments. Punition supplémentaire: une fois que leur travail était terminé, ils n'avaient pas droit à un bout de savon noir pour se laver ou

Cette photo nous a été remise par Hans Rasp, ancien détenu au camp de concentration. Elle a été prise par un gardien devant la maison du concierge. La famille du concierge de l'usine de papeterie désaffectée habitait sur place, même au moment où s'y trouvait le camp de concentration.



pour nettoyer leurs habits. C'était par pure perfidie que l'on a agi de cette manière ce qui valait aussi pour les conditions hygiéniques et sanitaires insuffisantes. Trois robinets d'eau froide dans la cour avec à côté un tas de sable: ceci devait suffire comme «cabinet de toilette» dans un camp où, en moyenne, il y avait entre 200 et 300 détenus.

L'ancien préfet de police de Worms, Maschmeyer, a été livré aux moqueries de la population parce que, assis dans la rue devant le camp, il était contraint de moudre du café. L'ancien commissaire principal de la Police de Worms, Wilhelm Ruppert, qui mesurait presque deux mètres, a dû, quant à lui, balayer la cour, muni d'un balai dont on avait scié le manche auparavant. Et Carlo



L'ancien préfet de police de Worms, Heinrich Maschmeyer, photo prise en 1930.

Source: Archives régionales, Spire

Mierendorff a été contraint pendant des journées entières, à remettre en forme avec un marteau des clous que ses codétenus avaient dû tordre exprès pour lui.

La durée moyenne de la détention au camp de Osthofen était de deux à six semaines. Lors de l'appel du matin, on a procédé à l'affectation de quelques détenus à des travaux nécessaires pour le fonctionnement du camp. Ainsi, ceux-ci fabriquaient le mobilier du camp, se chargeaient des travaux de nettoyage ou ils rafistolaient et réparaient les habits et les chaussures de leurs codétenus avec les moyens modestes dont ils disposaient. D'autres détenus ont été affectés à divers commandos à l'extérieur du camp, car c'étaient notamment les nationaux-socialistes sur place, avant tout le commandant du camp Karl d'Angelo, qui profitaient de cette main-d'œuvre bon mar-

ché ou même gratuite. Ce dernier a en effet fait appel à un bon nombre d'entre eux pour qu'ils travaillent dans son imprimerie à Osthofen. Un autre commando devait réaliser des travaux de construction et de décoration en stuc dans les locaux du bureau de la direction locale du NSDAP, situés Mainzer Straße à Worms. D'autres en revanche ont reçu l'ordre de nettoyer les caves de la Gestapo du sang, qu'avaient perdu leurs compagnons d'infortune au moment des interrogatoires et des tortures.

Solidarité entre détenus et évasion

La situation était encore pire dans ce qu'on appelait le camp II, mis en place dans un vieux moulin de bois désaffecté à proximité du camp principal; celui-ci était prévu pour la «détention dans des conditions plus pénibles». Pendant les mois d'hiver particulièrement froids, les détenus du camp II ont été transférés à la prison du tribunal d'instance à Osthofen.

Pour affronter les actes de violence arbitraires commis par les gardiens, les détenus essayaient de s'entraider autant qu'ils le pouvaient. Ainsi, ils apportaient en cachette des vivres complémentaires dans le camp II pour aider ces détenus qui souffraient beaucoup de la faim due à des rations bien frugales. D'autres détenus ayant attiré sur eux une «attention» particulière des gardiens, ont été proposés avec succès à Otto Krebs, responsable SS des commandos de travail en dehors du camp. De cette manière, ils

La cordonnerie du camp de concentration de Osthofen; photo de presse, parue dans l'édition du 23 et 24 avril 1933 de la «Niersteiner Warte».



échappaient aux brutalités des gardiens. En plus, cette organisation du travail à l'extérieur offrait des possibilités d'une évasion.

Le souvenir de l'évasion de l'avocat juif Max Tschornicki, originaire de Mayence, est resté gravé dans la mémoire. Grâce à l'aide de ses codétenus ainsi que de sa fiancée et avec le soutien de quelques habitants de Osthofen, il a réussi à s'évader du camp, le 3 juillet 1933, et à se réfugier en Sarre où, à cette époque-là, la France assurait l'administration grâce à un mandat de la Société des Nations. Ce juriste social-démocrate, intrépide en matière politique, avait inspiré, bien avant 1933, la colère aux nationaux-socialistes de la Hesse. Dans d'innombrables procès politiques, il avait en effet défendu courageusement des membres des partis de gauche et traîné en justice les crimes commis par les nazis. Dans un article paru début mars 1933 dans le «Mainzer Volkszeitung» proche du SPD, il a encore fustigé le «décret sur l'incendie du Reichstag».

Après que la Sarre avait été rattachée au Reich en 1935, Tschornicki est descendu dans le sud de la France où plus tard, des agents allemands de la Gestapo l'ont repéré. En passant par Lyon, il a été déporté à Auschwitz le 11 août 1944. Le 21 avril 1945, à quelques jours de la fin de la guerre, il est mort dans un camp annexe de Dachau des séquelles de la dysenterie et d'épuisement.

Durant toute sa vie, Willy Vogel, ancien dirigeant de la section locale du KPD de Worms, se souviendra des méthodes d'interrogatoire propre à l'agent de la Gestapo Johannes, qu'il avait dû subir au camp de concentration de Osthofen. Elles l'amenaient en 1933 à s'évader aussitôt de là. Il s'est réfugié d'abord en Sarre d'où il s'est enfui vers la France, en 1935. Là-bas, il a rejoint la résistance communiste qui, de l'exil, maintenait des contacts avec les communistes en Allemagne. Dès le début de la guerre d'Espagne, Vogel combattait le régime fasciste de Franco. Après la défaite du gouvernement républicain, il a été expulsé du pays. Interné à plusieurs reprises, il a toujours réussi à s'évader. En 1944, il a rejoint l'armée britannique au Maroc et, en passant avec son unité par



Carte de membre des Brigades internationales; titulaire: Willy Vogel
Source: Morweiser, Hermann/Ludwigshafen

Alger, Palerme et Naples, il est finalement retourné dans sa ville natale de Worms.

La fin du camp de concentration de Osthofen

Dans le cadre du projet d'une centralisation du système concentrationnaire, Heinrich Himmler a chargé le commandant du camp de Dachau, Theodor Eicke, en mai 1934, de prendre en charge les camps de concentration existants afin de les réorganiser et de les uniformiser. Cette démarche s'accompagnait de la dissolution de la plupart des petits camps de concentration; parmi eux figurait aussi celui de Osthofen qui a été fermé en juillet 1934. A la suite d'une stabilisation de la dictature nazie, le nombre de détenus préventifs, à cette date-là, avait baissé fortement dans l'ensemble du Reich tout comme en Hesse. Au moment de la fermeture du camp de concentration de Osthofen, 84 personnes originaires de l'Etat populaire de la Hesse s'y trouvaient encore en détention préventive. Quelques-uns d'entre eux, comme par exemple Carlo Mierendorff, avaient déjà été transférés dans d'autres camps. La majorité des détenus préventifs ont d'abord été relâchés, à condition de se présenter quotidiennement aux autorités; mais beaucoup d'entre eux ont été arrêtés encore à plusieurs reprises pour être terrorisés et maltraités par la suite. Quelques-uns n'avaient pas la chance de connaître la fin de la dictature nazie: ils trouvaient la mort dans d'autres camps de concentration ou dans des bataillons disciplinaires dans lesquelles ils avaient été envoyés «bénéficiant d'un sursis». Quant aux

gardiens du camp de concentration de Osthofen, leurs activités dans l'Etat national-socialiste étaient loin d'être terminées. Beaucoup d'entre eux ont en effet été affectés à d'autres fonctions au sein de la Police de la Hesse; d'autres en revanche ont été repris comme gardiens dans le camp de concentration de Dachau. Karl d'Angelo, pour sa part, y est même devenu commandant du camp de détention préventive. Sa carrière à Dachau cependant a pris fin brusquement. Aux yeux du commandant du camp Theodor Eicke, d'Angelo était «comme une couille molle» et par conséquent tout à fait incompétent en tant que commandant d'un camp de détention préventive. Il a tout de même fait carrière dans l'Allemagne nazie, car il a été promu préfet de police à Cuxhaven d'abord et ensuite à Heilbronn.

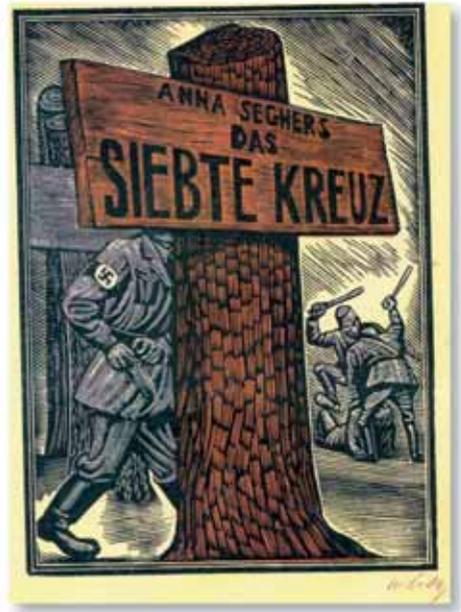
Un roman: «La septième croix» et le camp de concentration de Osthofen

L'écrivaine Anna Seghers, originaire de Mayence, a érigé dans son roman publié pour la première fois aux Etats-Unis en 1942 sous le titre «The Seventh Cross», un monument littéraire pour honorer la mémoire des détenus de Osthofen. Fille du marchand d'objets d'art et antiquaire juif de renom Isidor Reiling et de son épouse Hedwig, Anna Seghers est née le 19 novembre 1900 sous le nom de Netty Reiling. Après avoir été détenue brièvement par la Gestapo, elle s'est exilée à Paris en 1933, où elle a écrit son roman «La Septième Croix», célèbre dans le monde entier. Elle y raconte une évasion du camp de concentration fictif de Westhofen – action qu'elle situe en 1937, c'est-à-dire à un moment où le camp réel était déjà fermé depuis trois ans. Contrairement à l'intrigue du roman, il n'y avait jamais eu de décès dans le camp de concentration de Osthofen. Anna Seghers reste toutefois fidèle à la réalité en décrivant les méthodes dont on a traité les opposants politiques. Ayant fait ses propres expériences, elle y retrace aussi les différentes réactions de la population locale à l'apparition du national-socialisme, à son idéologie ainsi qu'aux arrestations de voisins et d'amis.

En 1947, Anna Seghers est revenue en Allemagne où on lui a décerné le «Prix Georg Büchner» pour son roman «La Septième Croix». Trois ans plus tard, elle a déménagé à Berlin-Est où elle mourra le 1er juin 1983.

Camp de concentration – fabrique de meuble – lieu de mémoire
Après la fermeture du camp de concentration en 1934, l'ensemble de l'usine restait d'abord inoccupé avant d'être vendu aux enchères publiques. Ce sont les époux Bühner à qui on adjugeait le terrain et les bâtiments de l'ancienne usine de papeterie. Ainsi, ils pouvaient y transférer leur fabrique de meubles déjà existante en vue de l'agrandir. La fabrique de meubles «Hildebrand & Bühner S.à.r.l.» était spécialisée dans la production en série d'armoires de salle de séjour. Au moins seize prisonniers de guerre,

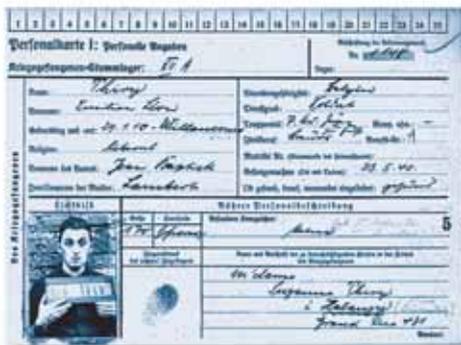
en majorité des Belges, ont dû y effectuer du travail obligatoire, entre décembre 1942 et mars 1945.



Gravure sur bois du Mexicain Leopoldo Méndez ; elle figure sur la couverture de la première édition en allemand du roman « La Septième Croix » de Anna Seghers, publié en 1942 aux Editions El Libro Libre, Mexico.

Après que l'entreprise Hildebrand & Bühner avait fait faillite en 1976, le terrain et les bâtiments ont été loués, entre autres à une entreprise de recyclage de matières plastiques alors que l'état du gros œuvre s'est dégradé de plus en plus. Les gens avaient tendance à refouler et à oublier le passé de cet endroit où s'était trouvé le camp de concentration. Ce n'est que grâce à des efforts considérables que l'on a réussi à évacuer les gravats et à faire apparaître l'histoire.

Les anciens détenus étaient les premiers à s'engager en faveur du site de Osthofen. C'est sous la houlette de Karl Schreiber de Bickenbach et avec la participation de L'«Association des Persécutés du Régime nazi – Union des anti-fascistes» (VVN/BdA) qu'ils ont fondé l'Amicale des anciens, en 1972. Grâce à eux pouvaient avoir lieu les premières cérémonies commémoratives sur le site; en plus, ils ont réussi à obtenir l'autorisation, en 1978, de poser une plaque commémorative sur la façade extérieure du bâtiment. En 1979 est parue une première publication sur le camp de concentration de Osthofen, éditée par Paul Grünewald, ancien détenu du camp de Buchenwald. Au début des années 1980, d'autres camarades de combat se sont joints à cette initiative: ainsi, la branche jeunesse du syndicat allemand DGB a organisé pendant cette période trois excursions pour la paix, à destination de Osthofen. L'association écologique allemande BUND a de surcroît proposé que le site soit classé monument historique.



Emilion Leon Thiry, un des prisonniers de guerre belges
 Source: Ceges-Soma, Bruxelles

En 1986 a été fondé le «Förderverein Projekt Osthofen» [= Association des amis du Projet de Osthofen] – sous la conduite de la branche allemande du Bureau d'Action pour la Paix (CFD), dont le siège est à Francfort, et en coopération avec le syndicat DGB de la Rhénanie-Palatinat, de l'Amicale des anciens détenus ainsi que de la VVN/BdA dans ce Land. Tous ensemble, ils ont fait avancer l'idée d'un mémorial. Par conséquent, ils pouvaient y prendre en location les premières salles en 1988; un travail pédagogique a été accompli pour la première fois de façon continue. En plus, le «Förderverein» a beaucoup œuvré grâce à toute une série de

La fabrique de meubles Hildebrand & Bühner: photo datée des années 1950
 Source : Collection privée



Karl Schreiber, ancien détenu et président de l'Amicale des anciens détenus du camp de concentration de Osthofen, tenant la plaque commémorative que l'on a posée sur la façade du bâtiment en 1978.

manifestations telles que des concerts, des conférences, des lectures et d'autres actions artistiques, permettant ainsi de faire davantage de lumière sur l'histoire de l'ancien camp de concentration de Osthofen.

En 1989, le bâtiment a été classé monument historique. En 1991, le Land de Rhénanie-Palatinat a acquis les biens fonciers visant à faire de ce site un lieu de mémoire. Le gouvernement du Land a chargé la Centrale régionale de formation politique de la Rhénanie-Palatinat d'assurer le travail de fond; en coopération avec le «Förderverein», elle a aménagé le mémorial. Dans les salles déjà rénovées, on a inauguré, en 1996, une exposition permanente provisoire.

Depuis 2002, le département «travail de mémoire» et le Centre régional de documentation sur l'époque du national-socialisme en Rhénanie-Palatinat – deux structures de la Centrale régionale de formation politique – ont leur siège dans l'enceinte du mémorial. Une fois que les travaux d'aménagement de ce site étaient achevés, on a pu procéder, en mai 2004, à l'inauguration de l'exposition permanente qui porte le titre «Persécution et

Une des trois excursions pour la paix organisées par la branche jeunesse du syndicat allemand DGB et par l'Amicale des anciens détenus du camp de concentration de Osthofen.



résistance en Rhénanie-Palatinat, 1933-1945». Aujourd'hui, la Centrale régionale de formation politique et le «Förderverein Projekt Osthofen» y travaillent main dans la main.

L'exposition permanente «Persécution et résistance en Rhénanie-Palatinat, 1933-1945»

Cette exposition est principalement consacrée aux deux camps de concentration de Osthofen et de Hinzert, le dernier étant situé à 25 km de Trèves, a existé de 1939 à 1945. De plus, elle met l'accent sur «la persécution et la résistance» dans le Land de Rhénanie-Palatinat d'aujourd'hui.

L'exposition offre en outre de nombreux éléments biographiques ainsi que des informations sur la géographie régionale. Une collection de témoignages, des récits de témoins où ceux-ci racontent leur vie personnelle, et d'autres documents revêtent une importance particulière. C'est grâce à quelques informations biographiques sur des personnes persécutées que l'on explique aux visiteurs la terreur impitoyable des nazis, mais on présente aussi, à travers des biographies brèves, les carrières des bourreaux originaires de la région.

L'exposition se compose de panneaux d'information comprenant de nombreux documents écrits et illustrés. Dans des tiroirs placés dans des vitrines, on trouve les té-

moignages biographiques sur les victimes des camps de concentration ainsi que sur d'autres personnes ayant été persécutées par les nationaux-socialistes. Sur trois écrans géants, on peut regarder des films établissant des liens entre les événements, qui se sont produits à Osthofen, Hinzert et à d'autres endroits sur le sol de l'actuelle Rhénanie-Palatinat, pour que l'on puisse mieux les voir dans leur contexte historique des années 1933 – 1945.

Une pièce est entièrement consacrée au roman «La Septième Croix» de Anna Seghers et à la biographie de cette écrivaine. Dans une autre salle, les visiteurs peuvent, de manière interactive, consulter des cartes de notre région pendant la période national-socialiste et du système concentrationnaire en général ainsi que des cartes détaillées des camps de Osthofen et de Hinzert.

Collection – recherches – transmission : possibilités de travailler au mémorial du camp de concentration de Osthofen

Le Centre de documentation sur l'époque du national-socialisme de la Rhénanie-Palatinat, au sein du mémorial du camp de concentration de Osthofen, est à la fois un lieu de mémoire, de documentation et de recherches ainsi que de transmission pédagogique relative à l'époque du national-socialisme dans le Land de Rhénanie-Palatinat,



Aperçu de l'exposition permanente
Photo : Rudolf J. Uhrig, Osthofen

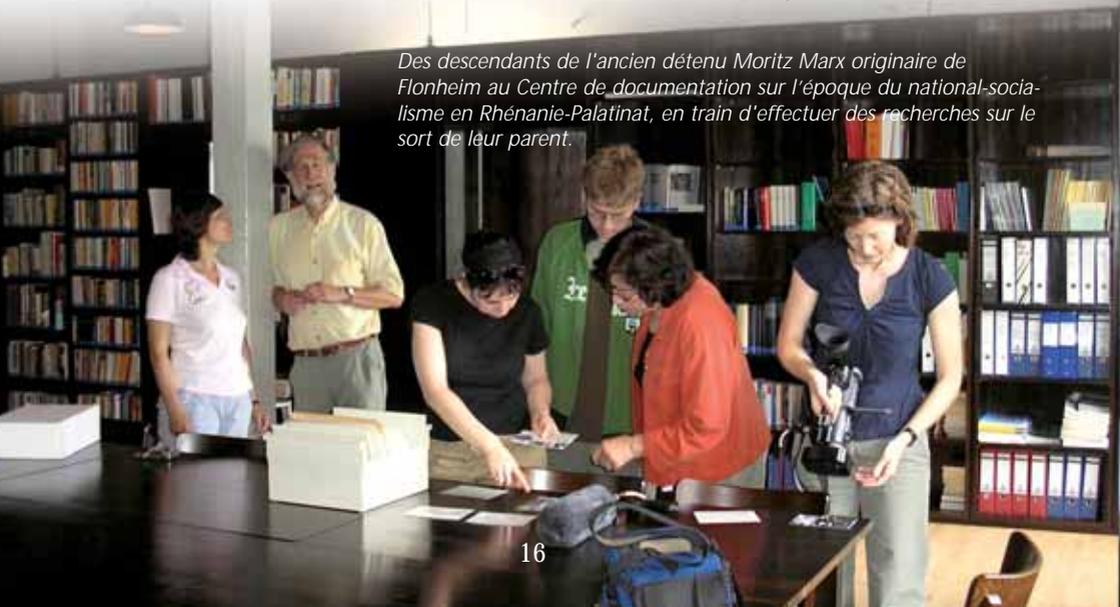
alors que ces différents ressorts se recourent. La documentation sur l'époque du national-socialisme en Rhénanie-Palatinat, en revanche, ne se limite pas aux deux camps de concentration de Osthofen et de Hinzert, mais elle prend également en considération d'autres régions du Land; ce faisant, elle se consacre à des sujets qui revêtent une importance particulière pour l'histoire régionale pendant la période du national-socialisme – en dehors de la question du système concentrationnaire.

Il faut savoir que les dossiers portant sur les deux camps de concentration sont détruits – à quelques exceptions près – ou alors ils sont répartis entre différentes archives en Allemagne – et à l'étranger pour ce qui est le camp de concentration spécial SS de Hinzert. Pour cette raison, une des tâches principales dans ce domaine consiste à se procurer de la documentation de remplacement sur les deux camps et sur l'époque du national-socialisme en général telle qu'elle s'est présentée sur le sol de la Rhénanie-Palatinat d'aujourd'hui. Mis à part les documents écrits, d'autres médias de nature différente ont été intégrés dans la collection. L'ensemble de cette collection est répertorié dans des bases de données accessibles à tout le monde, et peut être consulté dans la salle de lecture, une fois qu'un rendez-vous a été pris. La bibliothèque comprenant presque 4.000 titres relatifs aux divers aspects

du national-socialisme dans les différentes régions de la Rhénanie-Palatinat, est également à la disposition des visiteurs.

Le Centre de documentation s'est donné également pour tâche d'initier, de coordonner et de soutenir, grâce à la mise à disposition de matériaux multiples, des recherches de caractère régional sur la période du national-socialisme dans notre Land. Le Centre de documentation devient ainsi un centre-service destiné notamment aux établissements scolaires et aux universités, mais il s'adresse aussi aux historiens qui consacrent leurs recherches à l'impact qu'avait le national-socialisme dans la vie quotidienne sur place et dans la région.

«Une visite ici remplace dix heures de cours d'histoire.» - telle était l'observation d'un professeur à l'issue de la visite de sa classe au mémorial de Osthofen. Beaucoup d'élèves ont fait cette expérience, c'est-à-dire que le travail scolaire à un «endroit authentique» était effectivement très important. Dans ce contexte, le mémorial du camp de concentration propose différentes possibilités: Dans le cadre d'une visite guidée (durée: env. 2,5 à 3 heures), on explique aux visiteurs l'histoire du camp de concentration de Osthofen; ceci se fait en trois étapes: entretien d'information en recourant aux différents médias, visite guidée de l'extérieur du site et visite guidée de l'expositi-



Des descendants de l'ancien détenu Moritz Marx originaire de Flonheim au Centre de documentation sur l'époque du national-socialisme en Rhénanie-Palatinat, en train d'effectuer des recherches sur le sort de leur parent.

on permanente. Afin d'approfondir le travail, on propose des journées consacrées à des projets précis, permettant au public un apprentissage par la découverte et susceptibles de faire comprendre les structures du national-socialisme et les mobiles des acteurs. Grâce à un accompagnement pédagogique, les élèves peuvent apprendre, de façon autonome, à avoir accès aux documents dont dispose le Centre de documentation sur le national-socialisme. Ce faisant, on encourage les jeunes à se pencher intensément sur des sujets complexes, compte tenu aussi des questions sur l'actualité et sur l'avenir. Le mémorial, certes, ne propose pas de programmes préconçus, mais c'est en coopération avec les enseignants et les élèves qu'il développe un programme individuel tout en prenant en compte les intérêts du groupe. Différentes méthodes sont soumises aux participants: le travail avec les documents archivés, des prises de vue et de photos, un atelier d'écriture, des jeux de rôle ou encore la peinture et la création artistique.

Pour le travail pédagogique, quatre salles de réunion sont à la disposition du public; elles sont toutes munies d'un équipement technique adapté. Mais le mémorial offre aussi à des visiteurs individuels la possibilité de se plonger dans l'histoire du camp de concen-

tration de Osthofen, grâce à six panneaux d'information répartis sur le site, qui relatent les événements et expliquent l'importance que revêt chacun de ces six endroits pour l'histoire du camp. En complément de l'exposition permanente, les visiteurs individuels peuvent également travailler sur un des six ordinateurs se trouvant dans la «station de travail approfondi» afin d'obtenir d'autres

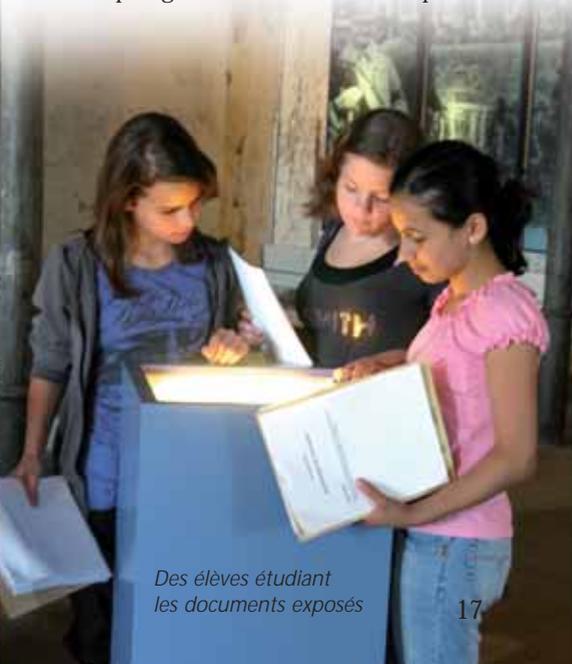


L'installation «La fosse» de l'artiste Fee Fleck

informations sur la période du national-socialisme en Rhénanie-Palatinat. Mis à part l'exposition permanente, le mémorial propose de temps à autre des expositions itinérantes portant sur différentes facettes de l'époque du national-socialisme.

L'art au mémorial

Une approche tout à fait différente de la thématique s'offre aux visiteurs grâce aux œuvres d'art qui se trouvent sur le site du mémorial du camp de concentration de Osthofen. C'est en effet par ce biais que le lieu de l'ancien camp de concentration devient accessible et concret, même si l'on n'a pas les connaissances préalables spécifiques de l'histoire. La sculpture constitue le point fort de ces objets d'art au mémorial. En 1990 déjà, c'est-à-dire avant le début des travaux de rénovation du site et avant son aménagement comme mémorial, l'artiste Friedhelm Welge de Francfort y a installé son atelier pendant plusieurs semaines pour créer entre autres la sculpture «Sich Windender» (= Celui qui se tord) que l'on peut voir depuis sur le site du mémorial.



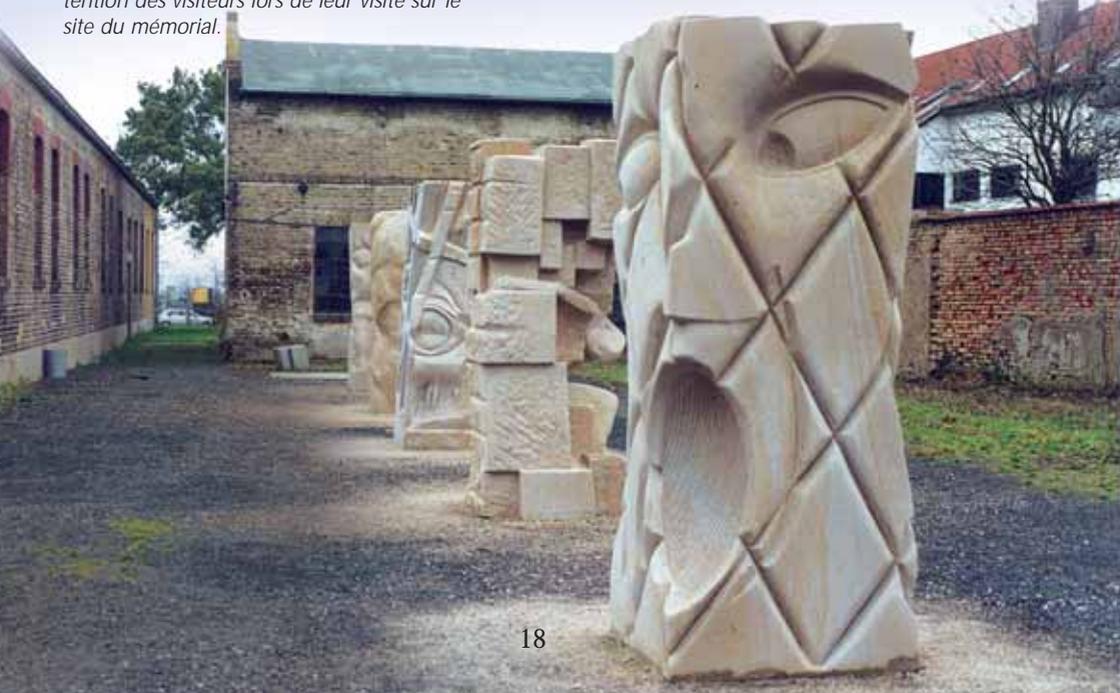
Des élèves étudiant les documents exposés

Au fond de l'ancien atelier de production – là où étaient casés les détenus en 1933/34 – se trouve aujourd'hui l'installation «La fosse», une œuvre de l'artiste mayençaise Fee Fleck grâce à laquelle elle pouvait assumer les événements de Bjelaja-Zerkow. Dans cette ville ukrainienne, le commando spécial SS 4a a fusillé en août 1941 les habitants juifs avant de les enfouir dans des fosses communes; ceci se passait par ailleurs dans le dos de la 6ème armée. Environ 90 enfants juifs ayant perdu leurs parents sont restés dans un bâtiment désaffecté sans qu'on ait pu s'occuper d'eux. Jour et nuit, on les entendait gémir. Une tentative de les sauver ayant échoué, les enfants eux aussi ont été fusillés par les SS, avec l'assentiment de la Wehrmacht. Cette installation de lumière combinée avec l'extrait d'un témoignage relatant les événements de Bjelaja-Zerkow et enregistré sur bande magnétique, constitue un document impressionnant des dimensions qu'a prises la terreur des nationaux-socialistes.



Le sujet a été donné: «Violence» et chaque sculpteur l'a mis en œuvre à sa façon assumant ainsi les impressions que l'endroit faisait sur lui. A cette époque-là, quelque 2000 personnes ont visité le mémorial ; et aujourd'hui encore, ces cinq sculptures attirent l'attention des visiteurs lors de leur visite sur le site du mémorial.

Quant à son œuvre, l'artiste explique qu'elle représente à la fois le détenu voulant se débarrasser de ses souffrances et le contemporain (de l'époque et d'aujourd'hui) qui, ne voulant rien en savoir, détourne ses yeux – deux mouvements voués à l'échec.



Sur l'initiative du «Förderverein» et avec le soutien financier de la Centrale régionale de formation politique se tenait en été 2000 le symposium de sculpteurs «Artistes contre la violence». Pendant cinq semaines, les sculpteurs Hans-Otto Lohrengel, Bernhard Mathäus, Peter Schilling, Achim Ribbeck et Bernd Kleffel travaillaient des pierres de taille que l'on avait placées directement à côté de l'ancien atelier de production où devaient vivre les détenus du camp de concentration.

Texte: Angelika Arenz-Morch, Martina Ruppert-Kelly, Centrale régionale de formation politique, Rhénanie-Palatinat, 1ère édition Osthofen, 2010.

Responsable du projet: Dr Dieter Schiffmann, Directeur de la Centrale régionale de formation politique, Rhénanie-Palatinat

Photos: Si ce n'est indiqué autrement, les droits d'auteur sur les photographies reposent sur le Centre de documentation sur l'époque du national-socialisme, Rhénanie-Palatinat/Mémorial camp de concentration de Osthofen.

Traduction: Michael Maurer, Mainz

Littérature complémentaire/documents : (une sélection)

- Am Anfang stand die Gewalt. In the beginning was violence. Das Konzentrationslager Osthofen 1933/34. Film documentaire (29 min), langues : allemand et anglais. Edité par Landeszentrale für politische Bildung Rheinland-Pfalz. Mayence 2008. (DVD disponible)

- Arenz-Morch, Angelika: Das Konzentrationslager Osthofen 1933/34. In: Die Zeit des Nationalsozialismus in Rheinland-Pfalz. Vol 2 : «Für die Außenwelt seid Ihr tot!». Edité par Hans-Georg Meyer et Hans Berkessel. Mayence 2000, pp 32-51

- Fachinger, Heribert: Leben und Alltag in einem frühen Konzentrationslager im Spiegel von Häftlingsberichten und Erinnerungen. In: Die Zeit des Nationalsozialismus in Rheinland-Pfalz. Vol 2: «Für die Außenwelt seid Ihr tot!». Edité par Hans-Georg Meyer et Hans Berkessel. Mayence 2000, pp 80-90.

- Gedänkstättenarbeit und Schule in Rheinland-Pfalz. Die Gedenkstätten Osthofen, Hinzert und Hadamar und ihre Angebote für Schulen. Edité par le Centre pédagogique de la Rhénanie-Palatinat. Bad Kreuznach 2009 (PZ-Information 13/2009).

- Meyer, Hans-Georg/Roth, Kerstin: Zentrale Staatliche Einrichtung des Landes Hessen: Das Konzentrationslager Osthofen. In: Wolfgang Benz/Barbara Distel (éds): Instrumentarium der Macht. Frühe Konzentrationslager 1933 – 1937. Berlin 2003, pp 189-219

- NS-Dokumentationszentrum Rheinland-Pfalz. Gedenkstätte KZ Osthofen. Brochure d'information s'adressant aux visiteurs du mémorial et de l'exposition. Edité par Landeszentrale für politische Bildung Rheinland-Pfalz. Mayence 2005.

- Ruppert-Kelly, Martina: Das Projekt Osthofen. Der schwierige Weg zur Gedenkstätte. Edité par le «Förderverein Projekt Osthofen e.V.». Osthofen 2004.

- Verfolgung und Widerstand in Rheinland-Pfalz 1933 – 1945. Vol 1: Gedenkstätte KZ Osthofen – Ausstellungskatalog. Edité par Landeszentrale für politische Bildung Rheinland-Pfalz. Mayence 2008.

- Vor 75 Jahren: «Am Anfang stand die Gewalt...» Gedenkveranstaltung zur Erinnerung an die Errichtung des Konzentrationslagers Osthofen. Dokumentation. Gedenkarbeit in Rheinland-Pfalz 4. Edité par Landeszentrale für politische Bildung Rheinland-Pfalz, Mayence 2008.

Conseils pratiques:

Adresses:

Centre de documentation sur l'époque du national-socialisme, Rhénanie-Palatinat/Mémorial camp de concentration de Osthofen
Ziegelhüttenweg 38, D-67574 Osthofen
Téléphone: + 49 (0) 62 42 – 91.08.10
Télécopie: + 49 (0) 62 42 – 91.08.20
info@ns-dokuzentrum-rlp.de
www.politische-bildung-rlp.de

Förderverein Projekt Osthofen e.V.
Ziegelhüttenweg 38, D-67574 Osthofen
Téléphone: + 49 (0) 62 42 – 91.08.25
Télécopie: + 49 (0) 62 42 – 91.08.29
info@projektosthofen-gedenkstaette.de
www.projektosthofen-gedenkstaette.de

Heures d'ouverture:

Lundi, mardi, jeudi, vendredi 9 – 12 heures
et 13 – 17 heures, mercredi 9 – 12 heures
samedi, dimanche et jours fériés 13 – 17 heures

Vue extérieure de l'ancien camp de concentration de Osthofen 1933

Visites guidées de groupes et de classes d'élèves: prière de prendre rendez-vous au préalable.

Visites guidées tous publics: chaque premier dimanche du mois à 14 .30 heures; point de rencontre au foyer du mémorial (rendez-vous au préalable n'est pas nécessaire).

Mode d'accès:

En train: Trains express régionaux (RB) Mannheim – Mainz [Mayence]; descendre à la gare de Osthofen et prendre en direction du nord (Mainz); le mémorial se trouve à 3 min. à pied – à gauche après le passage à niveau.

En voiture: par l'autoroute A 61 (Spire – Cologne) prendre la sortie 'Gundersheim – Westhofen/Osthofen' via Westhofen vous arriverez à Osthofen; de là suivre les panneaux «Zur Gedenkstätte».



Herausgeberin: Landeszentrale für politische Bildung Rheinland-Pfalz, Am Kronberger Hof 6, 55116 Mainz, <http://www.politische-bildung-rlp.de>
Gestaltung: ADVICE Werbeagentur und Artwork, Hans Jürgen Wiehr, Mainz